

# « Nos évêques ont peur devant Rome »

Commentaire | Collectif de 42 laïcs de huit diocèses

Au début du mois de mars 2006, un message de la Conférence religieuse canadienne (CRC) adressé aux évêques catholiques du pays était rendu public et faisait grand bruit dans les médias. À partir d'un sondage réalisé auprès des membres de 230 congrégations religieuses dans tout le Canada, ce document interpellait nos évêques dans la perspective de leur visite *ad limina*, qui a eu lieu du 1<sup>er</sup> au 15 mai dernier – une visite que les évêques font au pape tous les cinq ans pour lui rendre compte de la situation des Églises diocésaines dont ils ont la charge. Ce message, véritable cri du cœur, parlait de l'égalité des femmes dans l'Église, du mariage des prêtres, de l'accueil des exclus (personnes homosexuelles, divorcées, etc.) de la créativité liturgique et pastorale, de l'accompagnement des quêtes de sens de nos contemporains, de l'inculturation de l'Évangile et du renouvellement de la pertinence sociale de la foi ( [www.crc-canada.org](http://www.crc-canada.org)).

Les religieuses et les religieux sont souvent sur la ligne de front, dans différents milieux sociaux et ecclésiaux. Ils sont témoins des nombreuses critiques et incompréhensions soulevées par le discours et les positions officiels du catholicisme sur toutes ces questions.

Solidaires des joies et des espoirs, des tristesses et des angoisses du «peuple de Dieu», ils invitaient donc – avec pondération, mais fermeté – les autorités ecclésiales à l'écoute et au dialogue. Quoi de plus élémentaire ! Plusieurs catholiques d'ici se sont identifiés à ce message et étaient reconnaissants envers la CRC d'exprimer haut et fort ce qu'ils pensaient

sans avoir d'espace pour le dire et être entendus.

## Une fin de non-recevoir

La réaction officielle des évêques à cette interpellation a été désastreuse : embarrassée et maladroite, si ce n'est cavalière et de mauvaise foi. La panique, devant ce qu'ils considéraient être une «patate chaude» les obligeant à confronter les autorités romaines sur des enjeux pourtant incontournables, explique probablement une part de cette réaction.

Au lieu de se faire les porte-parole des communautés chrétiennes dont ils sont les pasteurs, de «relayer» au pape les fruits du discernement des croyants d'ici et d'assurer ainsi la liberté d'initiative et le respect de leurs Églises diocésaines, trop d'évêques acceptent que leur leadership soit de plus en plus réduit par Rome à un rôle de préfet de discipline. Or, ce centralisme romain – sclérosé et uniformisant – dénature l'ecclésiologie du concile Vatican II.

## Silence médiatique et surdité romaine

Lors de la visite *ad limina*, a-t-on sérieusement discuté des enjeux soulevés par le message de la CRC ? Comment nos évêques en ont-ils rendu compte ? Quelle a été la réaction du pape et de son entourage ? En contraste avec le battage médiatique survenu lors de la publication de ce document, aucun média ne s'est préoccupé de la chose. Ainsi, pas un journaliste ne s'est intéressé au discours que Benoît XVI a livré aux évêques du Québec à la fin de leur visite. Ce discours ([www.eveques.qc.ca](http://www.eveques.qc.ca)) contenait pourtant la «réponse» au message de la CRC.

À la demande sincère d'écoute et de dialogue dans l'Église qui y était formulée, le pape a répliqué par un rappel à l'ordre. Selon lui, les religieux doivent développer « une solide communion ecclésiale » et manifester « une unité profonde (...) avec l'Église et ses pasteurs » en « accueillant et diffusant la doctrine de l'Église dans son intégrité et son intégralité ». Point à la ligne. En assimilant ainsi l'unité à la soumission et à l'obéissance, la hiérarchie romaine démontre qu'elle ne veut rien entendre. Cette surdité est inacceptable, car une authentique « communion » en Église ne saurait signifier le refoulement des problèmes, des tensions ou des débats qui s'imposent.

### **Prendre la liberté**

Quand la CRC et ses 22 000 membres – dont la loyauté et l'engagement ne peuvent être remis en doute – se font rabrouer et éconduire de la sorte par les autorités ecclésiales, ils apparaissent comme des prophètes qui crient dans le désert. Quand nos évêques ont peur ou refusent de se tenir debout devant Rome, ils se désolidarisent de leur peuple au risque d'apparaître – aux yeux de certains – comme ces « bergers mercenaires » dont parle la Bible. À titre de croyants de la base, qu'en conclure ? Qu'il ne sert à rien, à court ou à moyen terme, d'espérer de la hiérarchie de notre Église des décisions permettant de débloquent les impasses, de même que le soutien auquel nous aurions droit dans nos initiatives en ce sens. Mettons plutôt nos énergies ailleurs. « Nous sommes aussi l'Église », alors parlons et agissons ! Investissons les pistes entrouvertes par la CRC : préparons-nous à choisir des femmes, des hommes mariés ou toute autre personne compétente pour assurer le leadership de nos communautés ; créons de nouveaux modes de rassemblement ; reconnaissons pleinement – comme

certaines communautés chrétiennes le font déjà – les personnes homosexuelles et divorcées ; développons des lieux de discernement et d'inculturation ; débattons ouvertement des enjeux moraux, sociaux et politiques ; engageons-nous pour la justice. Si tout cela s'impose, faisons-le et ça se fera ! Le risque de la liberté dans la foi est tout ce qu'il nous reste...en attendant que les autorités de l'Église se reconvertissent à l'écoute et au dialogue !

*Le Soleil*, 14 juin 2006, page 25